

d) TRIBUNAUX DE POLICE

des greffes des sections de Beringen et de Saint-Trond du tribunal de police de Hasselt, qui sont ouverts tous les jours ouvrables de 8 h 30 à 12 h 30 m.

Art. 2. L'arrêté royal du 19 septembre 1979 fixant les jours et heures d'ouverture des greffes des cours et tribunaux, modifié par les arrêtés royaux des 19 octobre 1979, 16 janvier 1980 et 15 juin 1981, est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2001.

Art. 4. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Nice, le 10 août 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

d) POLITIERECHTBANKEN

van de griffies van de afdelingen Beringen en Sint-Truiden van de politierechtbank te Hasselt die open zijn alle werkdagen van 8 u. 30 m. tot 12 u. 30 m.

Art. 2. Het koninklijk besluit van 19 september 1979 tot vaststelling van de dagen en de uren waarop de griffies van de hoven en de rechtbanken open zijn, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 oktober 1979, 16 januari 1980 en 15 juni 1981, wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2001.

Art. 4. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Nice, 10 augustus 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

F. 2001 — 2239

[C - 2001/09702]

**10 AOUT 2001. — Arrêté royal
fixant le règlement particulier du tribunal de première instance
de Malines**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment l'article 76, modifié par la loi du 28 mars 2000, les articles 77 et 78, l'article 79, remplacé par la loi du 18 juillet 1991 et modifié par les lois des 21 janvier 1997 et 22 décembre 1998, l'article 80, remplacé par la loi du 22 décembre 1998, l'article 88, modifié par la loi du 15 juillet 1970, l'article 89, remplacé par la loi du 17 février 1997, l'article 90, modifié par la loi du 22 décembre 1998, l'article 91, remplacé par la loi 3 août 1992 et modifié par les lois des 11 juillet 1994 et 28 mars 2000, l'article 92, modifié par les lois des 28 juin 1974, 25 juillet 1985 et remplacé par la loi du 3 août 1992, l'article 93, l'article 94, modifié par la loi du 12 mars 1998, les articles 95 à 97, l'article 334, l'article 335, modifié par la loi du 19 juillet 1985, et les articles 336, 337, 338 et 339;

Vu l'arrêté royal du 22 août 1994 fixant le règlement particulier du tribunal de première instance de Malines;

Vu les avis du premier président de la Cour d'appel d'Anvers, du premier président de la Cour du travail d'Anvers, du procureur général à Anvers, du président du tribunal de première instance de Malines, du procureur du Roi à Malines, du greffier en chef du tribunal de première instance de Malines et du bâtonnier de l'Ordre des avocats à Malines;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le tribunal de première instance de Malines est composé de quinze chambres, dont huit chambres pour les affaires civiles, cinq chambres pour les affaires correctionnelles et deux chambres siégeant comme tribunal de la jeunesse.

Art. 2. A l'exception des première et neuvième chambres qui sont composées de trois juges, les chambres comprennent un juge.

Art. 3. Les première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième chambres connaissent des affaires civiles.

La huitième chambre connaît des affaires relevant de la compétence du juge des saisies.

Les neuvième, dixième, onzième et douzième chambres connaissent des affaires pénales.

La treizième chambre siège comme chambre du conseil.

Les quatorzième et quinzième chambres siègent comme tribunal de la jeunesse.

N. 2001 — 2239

[C - 2001/09702]

**10 AUGUSTUS 2001. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het
bijzonder reglement voor de rechtbank van eerste aanleg te
Mechelen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op artikel 76, gewijzigd bij de wet van 28 maart 2000, de artikelen 77 en 78, artikel 79, vervangen bij de wet van 18 juli 1991 en gewijzigd bij de wetten van 21 januari 1997 en 22 december 1998, artikel 80, vervangen bij de wet van 22 december 1998, artikel 88, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, artikel 89, vervangen bij de wet van 17 februari 1997, artikel 90, gewijzigd bij de wet van 22 december 1998, artikel 91, vervangen bij de wet van 3 augustus 1992 en gewijzigd bij de wetten van 11 juli 1994 en 28 maart 2000, artikel 92, gewijzigd bij de wetten van 28 juni 1974, 25 juli 1985 en vervangen bij de wet van 3 augustus 1992, artikel 93, artikel 94, gewijzigd bij de wet van 12 maart 1998, de artikelen 95 tot 97, artikel 334, artikel 335, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1985 en op de artikelen 336, 337, 338 en 339;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 augustus 1994 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen;

Gelet op het advies van de eerste voorzitter van het Hof van Beroep te Antwerpen, van de eerste voorzitter van het Arbeidshof te Antwerpen, van de procureur-generaal te Antwerpen, van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, van de procureur des Konings te Mechelen, van de hoofdgriffier van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen en van de stafhouder van de Orde van advocaten te Mechelen;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De rechtbank van eerste aanleg te Mechelen bestaat uit vijftien kamers, waarvan acht kamers voor burgerlijke zaken, vijf kamers voor correctionele zaken en twee kamers zitting houdend als jeugdrechtbank.

Art. 2. Met uitzondering van de eerste en de negende kamer die uit drie rechters samengesteld zijn, bestaan de kamers uit één rechter.

Art. 3. De eerste, de tweede, de derde, de vierde, de vijfde, de zesde en de zevende kamer nemen kennis van de burgerlijke zaken.

De achtste kamer neemt kennis van de zaken die tot de bevoegdheid van de beslagrechter behoren.

De negende, de tiende, de elfde en de twaalfde kamer nemen kennis van de strafzaken.

De dertiende kamer houdt zitting als raadkamer.

De veertiende en de vijftiende kamer houden zitting als jeugdrechtbank.

Art. 4. Les chambres tiennent audience comme suit :

- la première chambre, le mardi à 9 heures et les premier et troisième mercredis du mois à 9 heures 30;
- la deuxième chambre, le lundi à 9 heures;
- la troisième chambre, le jeudi à 9 heures;
- la quatrième chambre, le mercredi à 9 heures;
- la cinquième chambre, le mardi à 9 heures;
- la sixième chambre, le mardi à 10 heures;
- la septième chambre, le mardi à 10 heures;
- la huitième chambre, le vendredi à 8 heures 45;
- la neuvième chambre, le vendredi ainsi que les deuxième et quatrième mercredis du mois à 9 heures, et, pour les affaires portant application de la procédure de comparution immédiate en matière pénale, tous les jours ouvrables à 14 heures;
- la dixième chambre, le lundi à 9 heures et, pour les affaires portant application de la procédure de comparution immédiate en matière pénale, tous les jours ouvrables à 14 heures;
- la onzième chambre, le mercredi à 9 heures;
- la douzième chambre, le jeudi à 9 heures;
- la treizième chambre, les mardi, mercredi et vendredi et, s'il échet, tout autre jour ouvrable à 9 heures; si cet autre jour ouvrable est un lundi ou un jour suivant un jour férié, l'audience commence à 14 heures;
- la quatorzième chambre, le premier mardi du mois et les premier et deuxième mercredis du mois à 14 heures ainsi que le deuxième mardi du mois à 9 heures;
- la quinzième chambre, le troisième mardi du mois et les troisième, quatrième et cinquième mercredis du mois, à 14 heures, ainsi que le quatrième mardi du mois à 9 heures.

La durée des audiences des chambres civiles et correctionnelles est de trois heures au moins, non compris le règlement du rôle et la prononciation des jugements, à moins que le rôle ne soit épuisé plus tôt.

Art. 5. Le président du tribunal tient audience en référé les lundi et jeudi à 8 heures 45; pour les comparutions prévues par la loi dans la procédure de divorce et de séparation de corps par consentement mutuel, il tient audience le lundi à 14 heures.

Le bureau d'assistance judiciaire tient audience le vendredi à 10 heures.

Art. 6. Les chambres peuvent, selon les besoins du service, tenir des audiences extraordinaires dont elles fixent elles-mêmes les jours et heures, avec l'accord du président du tribunal.

Art. 7. Lorsque les besoins du service le justifient, le président du tribunal peut, après avoir pris l'avis du procureur du Roi et du greffier en chef, décider de faire tenir, par une ou plusieurs chambres, des audiences supplémentaires, dont il fixe les jours et heures.

Art. 8. Lorsque les besoins du service le justifient, le président du tribunal peut, après avoir pris l'avis du procureur du Roi et du greffier en chef, augmenter temporairement le nombre des chambres et modifier leurs attributions.

Art. 9. Les introductions ont lieu :

1° devant le tribunal civil :

a) en ce qui concerne les actions civiles attribuées à une chambre à trois juges, conformément à l'article 91, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, devant la première chambre, le mardi;

b) en ce qui concerne les actions en divorce et les actions civiles concernant les affaires qui doivent être communiquées au ministère public, excepté les actions visées sous a) ci-dessus, devant la troisième chambre, le jeudi;

c) en ce qui concerne les actions civiles non visées sous a) et b) ci-dessus, devant la deuxième chambre, le lundi;

d) en ce qui concerne les affaires qui sont de la compétence du juge des saisies, devant la huitième chambre, le vendredi;

Art. 4. De kamers houden zitting als volgt :

- de eerste kamer, op dinsdag om 9 uur en op de eerste en derde woensdag van de maand om 9 uur 30;
- de tweede kamer, op maandag om 9 uur;
- de derde kamer, op donderdag om 9 uur;
- de vierde kamer, op woensdag om 9 uur;
- de vijfde kamer, op dinsdag om 9 uur;
- de zesde kamer, op dinsdag om 10 uur;
- de zevende kamer, op dinsdag om 10 uur;
- de achtste kamer, op vrijdag om 8 uur 45;
- de negende kamer, op vrijdag en op de tweede en de vierde woensdag van de maand om 9 uur, en voor de zaken houdende toepassing van de procedure van onmiddellijke verschijning in strafzaken, elke werkdag om 14 uur;
- de tiende kamer, op maandag om 9 uur en, voor de zaken houdende toepassing van de procedure van onmiddellijke verschijning in strafzaken, elke werkdag om 14 uur;
- de elfde kamer, op woensdag om 9 uur;
- de twaalfde kamer, op donderdag om 9 uur;
- de dertiende kamer, op dinsdag, woensdag en vrijdag en zo nodig, elke andere werkdag om 9 uur; ingeval deze andere werkdag een maandag is of een dag die volgt op een feestdag, dan begint de zitting om 14 uur;
- de veertiende kamer, op de eerste dinsdag van de maand en de eerste en tweede woensdag van de maand om 14 uur, alsmede de tweede dinsdag van de maand om 9 uur;
- de vijftiende kamer, de derde dinsdag van de maand en de derde, vierde en vijfde woensdag van de maand om 14 uur, alsmede de vierde dinsdag van de maand om 9 uur.

De zittingen van de burgerlijke en correctionele kamers duren tenminste drie uur; rolregeling en uitspraak van de vonnissen niet inbegrepen, tenzij de rol voordien is uitgeput.

Art. 5. De voorzitter van de rechtbank houdt zitting in kort geding op maandag en donderdag om 8 uur 45; voor de door de wet voorgeschreven verschijningen in de procedure van echtscheiding en scheiding van tafel en bed bij onderlinge toestemming, houdt hij zitting op maandag om 14 uur.

Het bureau voor rechtsbijstand houdt zitting op vrijdag om 10 uur.

Art. 6. De kamers kunnen, naargelang de behoeften van de dienst, buitengewone zittingen houden, waarvan zij zelf de dagen en uren bepalen, met instemming van de voorzitter van de rechtbank.

Art. 7. De voorzitter van de rechtbank kan, zo de behoeften van de dienst het vereisen, en na het advies van de procureur des Konings en van de hoofdgriffier te hebben ingewonnen, beslissen dat één of meer kamers bijkomende zittingen houden, waarvoor hij de dagen en uren bepaalt.

Art. 8. Wanneer de behoeften van de dienst het vergen, kan de voorzitter van de rechtbank, na het advies van de procureur des Konings en van de hoofdgriffier te hebben ingewonnen, tijdelijk het aantal kamers en de bevoegdheden ervan wijzigen.

Art. 9. De inleidingen geschieden :

1° voor de burgerlijke rechtbank :

a) inzake burgerlijke rechtsvorderingen, die overeenkomstig artikel 91, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek worden toegewezen aan een kamer met drie rechters, voor de eerste kamer op dinsdag;

b) inzake echtscheidingen en burgerlijke rechtsvorderingen in de aan het openbaar ministerie verplicht mede te delen zaken, met uitzondering van de onder a) hierboven bedoelde vorderingen, voor de derde kamer op donderdag;

c) inzake de burgerlijke rechtsvorderingen die niet bedoeld zijn onder a) en b) hierboven, voor de tweede kamer op maandag;

d) voor de zaken die tot de bevoegdheid van de beslagrechter behoren, voor de achtste kamer op vrijdag;

2° en ce qui concerne les citations directes en matière pénale, aux audiences des chambres correctionnelles compétentes, à condition que la partie citante ait avisé le ministère public et que celui-ci ait reçu communication des pièces au moins trois jours avant l'appel de la cause;

3° en ce qui concerne les référés : devant le président du tribunal à l'audience du lundi et du jeudi;

4° devant le tribunal de la jeunesse :

a) pour les mesures, à l'audience des premiers mardi et mercredi du mois de la quatorzième chambre et à l'audience des troisièmes mardi et mercredi du mois de la quinzième chambre;

b) pour les affaires non visées sous a) ci-dessus, à l'audience des deuxièmes mardi et mercredi du mois de la quatorzième chambre et à l'audience du quatrième mardi et des quatrième et cinquième mercredis du mois de la quinzième chambre;

5° devant le bureau d'assistance judiciaire, à l'audience du vendredi.

Art. 10. Le président du tribunal distribue les affaires civiles.

Les affaires pénales sont distribuées par le président du tribunal, sur proposition du procureur du Roi.

Art. 11. Le président du tribunal arrête, après avoir pris l'avis du procureur du Roi, le tableau de service des juges d'instruction et la répartition des affaires entre eux.

Les affaires sont distribuées au juge d'instruction qui est de service à la date du réquisitoire du procureur du Roi.

Si les besoins du service ou la bonne administration de la justice l'exigent, le président du tribunal peut déroger, après avoir pris l'avis du procureur du Roi, au tableau de service et de répartition des affaires ou distribuer à un juge d'instruction une affaire dont un autre juge d'instruction est saisi.

Art. 12. Le président du tribunal établit, après avoir pris l'avis du procureur du Roi, les jours et heures des audiences de vacation, en se conformant aux articles 334 à 339 du Code judiciaire.

Il détermine la liste des magistrats qui y siégeront.

Le président du tribunal peut, en tout temps, modifier ce tableau en raison des nécessités du service.

Art. 13. Les ordonnances que le président du tribunal prend sur la base des articles 89 et 90 du Code judiciaire ou du présent règlement sont affichées au greffe du tribunal. Le premier président de la Cour d'appel et le procureur du Roi en sont immédiatement avisés.

Art. 14. L'arrêté royal du 22 août 1994 fixant le règlement particulier du tribunal de première instance de Malines, est abrogé.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2001.

Art. 16. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Nice, le 10 août 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN

2° inzake rechtstreekse dagvaarding in strafzaken, op de zittingen van de bevoegde correctionele kamers, mits de dagvaardende partij het openbaar ministerie voorafgaandelijk verwittigt en deze laatste ten minste drie dagen voor de zitting inzage krijgt van de stukken;

3° inzake kort geding : voor de voorzitter van de rechtbank op de zitting van maandag en donderdag;

4° voor de jeugdrechtbank :

a) inzake maatregelen, op de zitting van de eerste dinsdag en woensdag van de maand van de veertiende kamer en op de zitting van de derde dinsdag en woensdag van de maand van de vijftiende kamer;

b) in de zaken die niet bedoeld zijn onder a) hierboven, op de zitting van de tweede dinsdag en woensdag van de maand van de veertiende kamer en op de zitting van de vierde dinsdag en de vierde en de vijfde woensdag van de maand van de vijftiende kamer;

5° voor het bureau voor rechtsbijstand, op de zitting van vrijdag.

Art. 10. De voorzitter van de rechtbank verdeelt de burgerlijke zaken.

De strafzaken worden, op voorstel van de procureur des Konings, door de voorzitter van de rechtbank toebedeeld.

Art. 11. De voorzitter van de rechtbank bepaalt, na het advies van de procureur des Konings te hebben ingewonnen, de dienstregeling van de onderzoeksrechters en de verdeling van de zaken onder hen.

De zaken worden toebedeeld aan de onderzoeksrechter die met dienst is op de datum van de vordering van de procureur des Konings.

Wanneer de behoeften van de dienst of een goede rechtsbedeling dit vergen, kan de voorzitter van de rechtbank, na het advies van de procureur des Konings te hebben ingewonnen, afwijken van de dienstregeling en van de verdeling van de zaken of aan een onderzoeksrechter een zaak toebedelen die voor een andere onderzoeksrechter aanhangig is.

Art. 12. De voorzitter van de rechtbank bepaalt, na het advies van de procureur des Konings te hebben ingewonnen, de dagen en uren van de vakantiezittingen, in overeenstemming met de artikelen 334 tot 339 van het Gerechtelijk Wetboek.

Hij maakt de lijst op van de magistraten die er zitting zullen houden.

De voorzitter van de rechtbank kan te allen tijde die lijst wijzigen, met het oog op de behoeften van de dienst.

Art. 13. De beschikkingen die de voorzitter van de rechtbank neemt op grond van de artikelen 89 en 90 van het Gerechtelijk Wetboek of op grond van dit reglement, worden ter griffie van de rechtbank aangeplakt. Deze beschikkingen worden onmiddellijk ter kennis gebracht van de eerste voorzitter van het Hof van Beroep en van de procureur des Konings.

Art. 14. Het koninklijk besluit van 22 augustus 1994 tot vaststelling van het bijzonder reglement van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, wordt opgeheven.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 september 2001.

Art. 16. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Nice, 10 augustus 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN